

Service public fédéral Emploi, Travail et
Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES DU
TRAVAIL**

Direction du Greffe



ERRATUM

**Commission paritaire pour les pharmacies et
offices de tarification**

**CCT n° 156817/CO/313
du 03/12/2019**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 4 doit être modifié comme suit : "Artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1ste februari 2016 wordt lid 1 ~~aangevuld met vervangen door~~ : (...)"

Décision du

15 -

**Commission paritaire pour les pharmacies et
offices de tarification – CP 313**

Convention collective de travail du 3 décembre 2019 relative au pouvoir d'achat modifiant la convention collective de travail du 1^{er} février 2016 conclue au sein de la Commission paritaire pour les pharmacies et offices de tarification, relative à l'accord sectoriel pour 2015 – 2016 (n°132 540 du 6/4/2016)

CHAPITRE 1er. *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire pour les pharmacies et les offices de tarification.

Pour l'application de la présente convention, il y a lieu d'entendre par « travailleurs » : les travailleurs masculins et féminins.

Article 2.

A l'article 2 de la convention collective de travail du 1^{er} février 2016, l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa:

« A partir de 2020, le travailleur à temps plein a droit à une prime supplémentaire annuelle brute récurrente de 210€ et payable avant le 31 décembre. Cette prime de 210€ ainsi que l'avantage équivalent (brut travailleur + cotisations patronales ONSS) seront indexés pour la première fois en 2021. Cette indexation suit la convention collective de travail sectorielle du 13 décembre 2001 relative à la liaison des salaires à l'index (60530/CO/313). La moitié de cette prime est payée au 1^{er} juillet, l'autre moitié au 31 décembre. »

Article 3.

Une prime unique brute de 70 € est accordée avant le 31 décembre 2019.

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2 relatif au « Pouvoir d'achat » de cette convention collective de travail du 1^{er} février 2016 susmentionnée, sont d'application lors de l'octroi de cette prime unique.

Article 4

A l'article 3 de la convention collective de travail du 1^{er} février 2016 est remplacé par :

« Un accord d'entreprise, négocié librement, peut convenir que les primes visées à l'article 2 soient octroyées sous forme d'un nouvel avantage équivalent ou une combinaison d'avantages avec valeur totale équivalente aux montants mentionnés sous l'article 2 et dans les mêmes conditions. La réglementation spécifique à cet avantage est respectée.

A défaut d'accord d'entreprise conclu chaque année avant le 1^{er} juillet, la moitié des primes telles que visées à l'article 2 sera octroyée automatiquement au 1^{er} juillet et l'autre moitié au 31 décembre.»

CHAPITRE 2 - Durée de validité

Article 5.

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} décembre 2019.

§ 2. Les dispositions mentionnées ci-dessus sont d'application sauf si une norme légale impérative supérieure fixe d'autres conditions, termes ou modalités.

§3. La présente convention collective de travail a la même durée de validité, les mêmes modalités et délais de dénonciation que la convention collective qu'elle modifie.

Article 6.

La présente convention ne porte pas préjudice aux accords individuels plus favorables existant à la date de son entrée en vigueur.